



Pr Alex Mauron

Institut Ethique Histoire
Humanités (IEH2)
Centre médical universitaire
1211 Genève 4
Alexandre.Mauron@unige.ch

ENFUMAGES

Les médias s'en sont fait l'écho, la mal-nommée «Commission de la santé» du Conseil des Etats rejette les restrictions à la publicité pour le tabac proposées par le Conseil Fédéral. Ainsi le Parlement suisse s'apprête à se coucher devant l'industrie de la cigarette. Votre rédacteur en chef en a déjà parlé¹ et a relevé l'arrogant déni de science que représente l'affirmation selon laquelle «rien ne prouve qu'une interdiction générale de la publicité permette de réduire la consommation de tabac». Il vaut la peine de revenir sur les implications politiques de l'événement. D'un côté, l'idéologie populiste dominante entretient un mépris de plus en plus affiché pour l'expertise scientifique. Mais il y a aussi l'invocation rituelle du libre marché et de l'intérêt supérieur de l'économie, poncif qui mérite qu'on

l'interroge.

On dénonce volontiers les dangers d'une défense inconditionnelle de l'économie, à l'opposé d'une conception plus inclusive du bien public. On se demande moins si l'argument est crédible en tant que tel. Car de quelle économie parle-t-on? L'industrie du tabac est un acteur économique dont le produit est le plus nuisible à la santé parmi tous ceux qu'on peut acheter légalement et sans permis de port d'arme. Une industrie qui a une tradition de désinformation scientifique sans égale dans l'histoire moderne. Une industrie qui a des liens troubles avec la vente en contrebande d'une partie de sa production, une contrebande par ailleurs associée au crime organisé et au terrorisme.² Défendre les cigarettiers, c'est l'exact contraire d'une politique industrielle tournée vers l'avenir, vers les productions innovantes et à haute valeur ajoutée qui sont la marque de fabrique de la Suisse et son seul espoir d'échapper au déclin. La politique économique de la

Suisse ne se limite heureusement pas au soutien à une industrie malfaisante et rétrograde, dont les manigances visent à gagner du temps sur une érosion inévitable. Mais c'est généralement à des entreprises très établies et plutôt monopolistiques que va en priorité l'appui des politiciens proches des «milieux économiques» (un helvétisme bizarre, comme si tout un chacun n'était pas partie prenante de l'économie). Ainsi se démènent-ils beaucoup pour défendre avec intransigeance le droit des brevets sur la scène internationale. Mais à quelques exceptions remarquables près, ils s'engagent beaucoup moins pour la recherche et l'innovation, comme le montrent des coupes budgétaires drastiques ou encore la mollesse du projet fédéral dans le domaine du numérique.

Par exemple – et contrairement à ce que croient nombre de politiciens qui n'ont que le mot «innovation» à la bouche – la Suisse n'est pas vraiment un environnement idéal pour l'accès des nouvelles entreprises au capital-risque.³ Certes, le

pays dispose d'institutions de recherche et d'enseignement supérieur de très haut niveau. Des start-up actives dans les technologies de pointe naissent en nombre croissant. Mais où ces entrepreneurs font-ils le pas suivant, celui qui nécessite un accès à du capital-risque autrement plus abondant? Plus souvent à San Francisco, à Stockholm ou à Tel-Aviv que sur les rives du Léman. Pour paraphraser le général de Gaulle, il ne sert à rien de sauter sur sa chaise comme un cabri en criant «conditions-cadre! conditions-cadre!» pour être un défenseur compétent de l'économie, surtout dans un pays dont les succès indiscutables engendrent souvent l'autosatisfaction et la complaisance.

1 Kiefer B. Hyperinformation et paralysie collective. Rev Med Suisse 2016;12:960.

2 <https://theconversation.com/tobacco-industry-rallies-against-illicit-trade-but-have-we-forgotten-its-complicity-38760>
3 www.letemps.ch/opinions/2016/03/16/un-fonds-national-capital-risque-grand-debat-commence



D.R.